



Tél: (514) 390-0110 • Fax: (514) 390-8415 • Web: <http://www.asse-solidarite.qc.ca/>  
2065 Parthenais, local 383, Montréal (QC), H2K 3T1

## **Objet : Demande d'appui dans la cadre de notre campagne contre la privatisation**

Montréal, le 7 novembre 2008

Bonjour,

Depuis avril dernier, l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ) a entamé une campagne contre la privatisation des services publics dans une perspective sociale, politique, féministe, écologique et démocratique. Nous invitons aujourd'hui votre organisation à signer le manifeste au coeur de cette campagne, intitulé « Pour un système public, libérons-nous du privé! ».

D'emblée, précisons que l'exigence de développer le caractère public des institutions et la dénonciation de la logique marchande sont inscrites dans les principes fondateurs de notre syndicat. Suite à la campagne 2002-2003 de l'ASSÉ « À grands coups de bottes... le privé à la porte! », la situation sociale de la privatisation n'a pas évolué depuis, mais s'est plutôt accentuée. Voilà pourquoi les associations étudiantes membres de l'ASSÉ ont senti le besoin de lutter contre les dynamiques de privatisation pour lier les problématiques locales et nationales relevant de cette logique. Cette lutte s'esquisse autour de trois axes majeurs :

- Contre les intérêts et la logique du privé en éducation et dans les autres institutions publiques**
- Pour un réinvestissement massif et public dans les services publics**
- Pour la démocratisation des instances décisionnelles**



Lors du Congrès de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ) les 25 et 26 octobre 2008, il a été décidé d'aller de l'avant dans la lutte contre la privatisation des services publics. Dans cette optique, l'ASSÉ s'est dotée d'un manifeste qu'elle souhaite diffuser le plus largement possible dans la population et que celui-ci soit signé par les citoyennes et citoyens, mais aussi par les organisations de la société civile.

Vous trouverez notre manifeste à la suite de cette lettre et en ligne au : <http://www.asse-solidarite.qc.ca/spip.php?article1161&lang=fr>. Sachant que seule une action concertée pourra lutter adéquatement contre les forces du marché au sein de l'espace public, nous vous invitons à débattre de la question dans vos organisations respectives dans le but éventuel de vous joindre à nous sur cette base commune.

***En ce qui a trait au manifeste « Pour un système public, libérons-nous du privé », nous aimerions que vous l'appuyiez comme organisation, mais aussi que vous le diffusiez le plus largement possible auprès de vos membres.***

***Par exemple, sur votre site Internet et par vos listes d'envoi.***

Pour le signer vous trouverez un lien sur la page d'accueil de la section spéciale sur la privatisation de notre site Internet au : [www.nonauprive.info](http://www.nonauprive.info). Dans cette section, vous trouverez aussi tout le matériel que nous mettons à la disponibilité de la population pour faire de cette campagne une réussite et informer la population des effets néfastes de la privatisation.

Finalement, nous aimerions que vous participiez à notre manifestation contre la privatisation à Montréal le 26 mars 2008 et que vous nous aidiez monétairement si c'est possible.

N'hésitez pas à communiquer avec nous si vous avez des questions ou commentaires tant sur le contenu de la campagne que les diverses actions prévues et les divers moyens de vous impliquer dans cette campagne.

Solidairement,

Le Conseil exécutif de l'ASSÉ

# **Manifeste « Pour un système public, libérons-nous du privé! »**

Nous sommes étudiantes et étudiants, nous sommes travailleurs et travailleuses, sans emploi, immigrantes et immigrants, autochtones; nous sommes la société civile. Nous constatons que nos acquis sociaux sont en constante régression et nous en avons assez. Parce que notre éducation, notre santé, notre travail, nos droits ne sont pas monnayables!

## **À bas le règne du marché!**

Le libéralisme économique règne à l'échelle du globe. Les entreprises multinationales et les grandes institutions financières règlent l'ordre du jour des États en fonction de leurs besoins particuliers. Les gouvernements sont la courroie de transmission de cette vision qui confond bien communs et intérêts capitalistes.

Le Québec, où le gouvernement veut imposer ses mesures néolibérales sous le couvert de la nécessité économique et de la fatalité, n'est pas épargné. Dans le secteur public, le gouvernement cède la place aux entreprises privées pour masquer le choix idéologique que sous-tendent les baisses d'impôts. Cela a pour effet de plonger dans la précarité une part croissante de la population. Il est urgent d'établir un système d'imposition juste et progressif afin de financer correctement notre bien-être collectif.

## **Nos droits sociaux charcutés!**

L'élite politique et économique prône des valeurs destructrices : la concurrence entre les différents acteurs de la société, la rentabilité au détriment de la justice sociale, la productivité au grand dam d'un environnement sain, bref, la soumission de la vie en collectivité aux exigences du profit. Leurs intérêts nous sont présentés comme la solution à nos problèmes : arrêtons de nous faire bernier! Mobilisons-nous et réaffirmons nos positions face à cette élite de plus en plus arrogante.

Les attaques subies par le système public de santé sont un exemple flagrant du règne d'une vision qui privatise les gains pour collectiviser les pertes. La santé, l'éducation, le transport, tout y passe : le gouvernement nie ses responsabilités pour se soumettre aux lois du libre marché. On voit apparaître des programmes d'études conçus sur mesure pour des entreprises privées. Les cafétérias et autres services sont devenus la propriété de grandes corporations. Dans nos milieux de vie et de travail, les entreprises privées sont omniprésentes et nous bombardent constamment de propagande mercantiliste. Face à cette situation, nous ne pouvons que revendiquer une gestion et un financement de nos services complètement libres des diktats du privé.

## **Le privé c'est la précarité!**

La mauvaise gestion et le sous-financement servent d'alibi au gouvernement afin d'offrir plus de pouvoir aux entreprises privées dans nos programmes sociaux. Ces entreprises, avides de profit, offrent des produits et services dont l'accessibilité et la qualité sont souvent inférieures à celles offertes par le système public, tout en offrant des conditions de travail peu enviables à leurs employé-e-s.

L'expansion du privé touche particulièrement les femmes, qui représentent les trois quarts des employé-e-s au sein des services publics. Elles se retrouvent, par conséquent, plus affectées par les coupures et par la détérioration de leurs conditions de travail, mais aussi par la diminution de l'accessibilité aux services publics. Nous ne pouvons pas laisser s'étendre les injustices sociales et les discriminations sexistes et économiques. Cette situation a assez duré!

Nocive, la logique du privé s'oppose à une conception solidaire de la société : l'individualisme est encouragé, la responsabilité se limite au « chacun-pour-soi » et le marché semble être l'unique source de valeur. Alors que les richesses s'accumulent en haut de la pyramide sociale, la population, elle, continue de s'appauvrir.

### **Des solidarités à construire!**

Sur les campus, dans nos hôpitaux et nos autobus, les intérêts du marché sont maintenant plus influents que le pouvoir populaire. Le droit au profit est mieux défendu que le droit à des conditions matérielles et intellectuelles décentes. Les gains des mouvements sociaux du passé sont menacés, voire même complètement niés. Reprenons notre société en main! Il est temps de réaffirmer notre désir de construire une société solidaire, juste et équitable.

Nous dénonçons les intérêts et la logique du privé dans les institutions publiques. Pour lutter contre cette ingérence du privé, nous revendiquons un investissement public massif dans les services publics, mais aussi que soit rétablie la primauté de l'être humain sur les profits. Il faut expulser l'entreprise privée des instances décisionnelles, établir un processus démocratique participatif et prendre en main notre destin collectif.

Parce que tout gain réel s'obtient par la lutte,  
Sommons le gouvernement d'assumer ses responsabilités sociales.